Imprimé et publié par
G. P. WEISSE & Co.,
G. P. WEISSE, E. DUVERGER, E. MARRY.
Rue de Chartres Nd. 19, entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS:
MARDI MATIN, 20 MAI.

ABONNES A LA SEMAINE.

Les porteurs de l'Abeille sont autorisés à recevoir des abonnements à la semaine, à raison de 25 cents pour les six quarantes. Il ne présente tous les jours dans les bureaux des personnes qui désirent s'abonner pour un mois ou deux, mais comme en leur servant un compte particulier pour cet assez courte période nous surchargerions cette petite comptabilité, nous avons résolu de tout accueillir en autorisant nos porteurs à nous représenter. C'est donc à ces derniers que les abonnés à la semaine devront payer le montant de leur abonnement hebdomadaire.

L'Abeille et Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 20 MAI 1856.

Angleterre et Etats-Unis.

Une dépêche nous a appris hier que le gouvernement anglais avait refusé de rappeler M. Crampton, son ministre à Washington, et que le gouvernement américain en disposait à congédier l'ambassadeur britannique.

Il en résulterait nécessairement un grand refroidissement entre les deux gouvernements et une interruption plus ou moins longue des relations diplomatiques. Nous le regrettons d'autant plus vivement que la question des enrôlements qui a donné lieu à la difficulté entre l'Angleterre et les Etats-Unis n'est pas d'une gravité telle qu'on n'eut pu la résoudre à l'amiable et sans s'irriter.

L'Angleterre a fait amende honorable, mais elle a déclaré qu'elle ne pouvait pas rappeler un ministre qui n'avait fait que suivre les instructions de son gouvernement. Il faut convenir qu'elle n'a pas complètement tort, à son point de vue particulier, mais d'une autre part on comprit que les Etats-Unis, qui ont à se plaindre personnellement de M. Crampton, désirent que l'offensé soit désavoué.

Quoiqu'il en soit, du désaccord des deux gouvernements il ne peut en résulter, comme nous venons de le dire, qu'un refroidissement, regrettable sans doute mais sans danger pour le maintien de la paix, entre les cabinets de Londres et de Washington.

L'Angleterre n'a pas le moindre désir de rompre avec les Etats Unis. Elle vient encore d'en donner la preuve dans les dernières discussions du parlement. La Chambre des Communes délibérant, le 23 du mois dernier, sur la question du Canada, M. Gladstone, le jeune ministre pour qu'il s'expliquât sur l'envoi des troupes dans cette colonie de l'Amérique du Nord et sur la portée de cette démonstration dont les journaux se sont beaucoup occupés. Lord Palmerston développant la thèse déjà soutenue à la Chambre des lords par lord Panmure, soutenait que le gouvernement ne pouvait pas être rendu responsable des allégations des Etats Américains, le chiffre de l'effectif envoyé au Canada ne dépassera pas quatre hommes.

Par la même occasion le premier ministre s'adressant le bruit, venu des Etats-Unis, d'après lequel l'Angleterre devrait assister l'Etat de Costa Rica dans sa lutte contre Walker. L'intervention annoncée des forces anglaises et françaises ne dépasserait pas, relativement pas la protection de leurs nationaux, établis en assez grand nombre à San-Jose, capitale de la petite république, et à Puntas Arenas, le principal port.

Voici l'extrait du compte rendu de la séance du 23 avril qui a trait à ces affaires :

M. Lewis demande au premier lord de la trésorerie quelques explications sur les intentions du gouvernement relativement à l'envoi de troupes dans le Canada.

Lord Palmerston dit qu'il repousse toute responsabilité par rapport au bruit qui circule dans les journaux. L'assertion que 10,000 hommes de troupes sont dirigés sur le Canada est une grosse exagération, et quand cela serait, il doute que personne pût sérieusement en conclure que le gouvernement méditât une invasion des Etats-Unis. Actuellement de la guerre qui vient de finir, l'armée était sur le pied strict du pied de paix, et tout récemment encore on avait cru pouvoir se passer presque tous les hommes valides; et parmi ceux qui furent levés aucune contribution figurait au premier rang le Canada et les autres possessions anglaises de l'Amérique septentrionale. La guerre étant terminée, le gouvernement a l'intention de remplir les vides qui il avait fait dans ces colonies, et dans ce but d'y renouveler environ 4,000 hommes qui seront répartis sur les différents points de l'autre côté. (Rire.) Il ne saurait y rien protéger au besoin des habitants. Il pense qu'il n'y a la moindre raison de s'alarmer, et qu'aucune crise sérieuse ne saurait exister à la conséquence. Les journaux que tout gouvernement a le devoir de prendre pour protéger ses colonies. Si l'on a fait ouvrir le bruit que le gouvernement dont envoyer des mille hommes à Costa-Rica pour combattre le général Walker, l'orateur (lord Palmerston) ne connaît rien de cet. Il ne saurait rien dire de confirmer, il autorise l'honorable M. Laing à le démentir en son nom (de lord Palmerston).

BULLETIN EUROPÉEN.

La malle nous a transmis hier un journaux d'Europe apportés par le *Atlantic* : les dernières dates par cet arrivage sont du 30 avril pour l'Angleterre et du 29 pour le continent.

L'échange des ratifications du traité de paix a eu lieu solennellement à Paris le 27 avril, et la publication officielle du texte même du traité a suivi immédiatement cette cérémonie. Nous ne le trouvons mentionné que dans les journaux de Londres et dont les dates, on le sait, sont toujours plus récentes que celles de Paris. L'analyse que nous en avons publiée il y a quelques jours, d'après les journaux anglais eux-mêmes, correspond au texte que nous avons sous les yeux.

A Londres la proclamation de la paix a été faite le 30 avril sur les 3 heures après que le grand prévôt. L'Angleterre a conservé toutes les vieilles traditions du moyen age.

Le Sun de Londres, en reproduisant le texte, s'est décidé de deuil comme le jour de la proclamation de la paix. Le *Morning Advertiser* non plus, n'est rien moins que satisfait le *Morning Chronicle* et le *Daily News*, au contraire, au moment de mettre nous portrait, et le *Morning Star* ne dissimule pas sa pleine approbation. Le *Morning Post* se prononce également en faveur du traité qui garantit, dit-il, tous les objets pour lesquels la guerre avait été entreprise, et prouve que l'Angleterre a achevé, et bien au delà, la tâche qu'elle s'était imposée.

Mais l'article le plus important et, à coup sur, le plus habile est celui du *Times*. Pour ce journal, si la paix n'est pas glorieuse, elle est du moins honorable, et a ce titre elle sera durable, car la meilleure paix, on pourrait presque dire la seule durable, c'est la paix et la négation de la guerre qui antantissent les passions qui y ont conduit. L'Angleterre a obtenu tout ce qu'elle pouvait désirer : la reconnaissance de droit sans hambition pour personne.

La grande revue de la flotte anglaise, qui a eu lieu le 23 avril, paraît avoir été une des plus belles et des plus grandes fêtes navales qui aient jamais été vues. Tout s'est passé avec le plus grand éclat et un ordre sans égal, malgré le concours immense de navires de tout genre accourus avec des milliers de spectateurs pour assister à la solennité. Un temps superbe a favorisé cette journée, dans laquelle l'Angleterre a tenu à montrer tout ce qu'elle sait être capable de faire, si la paix n'était venue couper court à ses efforts, pour se relever dans l'opinion publique comme puissance militaire.

Les journaux anglais auxquels nous empruntons les détails reproduits plus loin, ne signalent qu'un seul mécompte, c'est que, par suite de dispositions mal combinées, les membres des deux Chambres du parlement convoqués sur le terrain de la revue, si le mot peut se dire, par les battements de tambour, n'ont absolument pu jouir en rien de la grandeur et de la beauté du spectacle qu'on voulait leur offrir. Pour eux tout s'est borné à une simple promenade sur l'eau. Aussi cette formulé des plaintes très sévères contre l'imprévoyance. Quelques orateurs ont comparé la démonstration qui régnait à Sébastopol, à celle de Balaklava en un plus mémorable moment de la campagne de Crimée, et une motion spéciale a été annoncée dans ce sens.

Les journaux de Constantinople, du 17 avril, nous montrent l'émeutation agitant commencé dans les proportions les plus larges. Une grande activité règne dans toutes les branches du service pour hâter le moment où la Crimée pourra être remise à la Russie et la Turquie à elle-même.

Cependant, malgré cette activité, on calcule qu'il faudra encore au délai de trois mois avant que la Péninsule ne soit libre, et le dernier pour les provinces ottomanes. L'occupation des principautés danubiennes par les Autrichiens se se prolongeraît plus au delà de ce dernier terme.

Les meilleures relations continuent à régner en Crimée entre les armées jadis ennemies. On trouve mémoire l'intérêt offra des instruments anciens de nombreux ordonnés pour essayant de passer. Les troupes se mettent avec trop d'abandon, et parfois la fusion est si complète qu'elle tourne à la confusion. Le cabinet ottomane s'occupe très activement d'arrêter toutes les nouvelles hostilités qui doivent mettre à exécution les réformes promises en principe dans le Sadjak-Bassarak, dans ce but, prend le Pacha, auquel que travaux de [illegible] [illegible] par l'effet [illegible] de cette [illegible] [illegible] [illegible]